

Extrait du site UGTG.org

url : <http://ugtg.org/spip.php?article2063>

Halte À la RÃ©pression Anti-Syndicale

- La Centrale UGTG - Unions & secteurs -

Date de parution : 29 novembre 1999

Date de mise en ligne : mercredi 15 janvier 2014

Mis À jour le : mercredi 5 fÃ©vrier 2014

UGTG.org

Ka ki pas ?

Du mois de mai au mois d'août 2006, nous, agents du CHU, actions massivement mobilisés et en grève pour dénoncer les pratiques et errements de Christian JOLIVIERE, Directeur Général du CHU, aujourd'hui expatrié à l'Assistance Publique de Paris.

La principale responsable de Christian JOLIVIERE était Man KOWALSKI Bâtrice, Directrice des Ressources Humaines parachutée depuis la Guyane, affublée d'un parcours professionnel chaotique. A l'évidence, Man KOWALSKI n'était ni au plan personnel, ni au plan professionnel à la hauteur de ses fonctions de DRH.

Elle agissait donc par intimidation, par sanction, par harcèlement à l'endroit de ses proches collaborateurs de la DRH.

Las de cette situation, le personnel exerçait son droit de retrait et s'associait au mouvement de contestation engagé contre JOLIVIERE.

Après plusieurs provocations à l'endroit des grévistes et du Personnel de la DRH, **le 16 juin 2006**, elle simulait une agression et se faisait prescrire 30 jours d'ITT, et portait plainte contre 3 de nos camarades : **Ginette LERUS, Jules CALVAIRE et Alexis LUNION.**

Sa plainte est soutenue par le Juge d'Instruction et ce principalement avec le témoignage de 3 collègues, non-grévistes de la DRH.

Nos camarades sont donc convoqués le **Jeudi 16 Janvier 2014, à 14 h**, devant le Tribunal Correctionnel de Pointe-à-Pitre pour avoir **le 16 juin 2006 exercé des violences sur la personne de Man KOWALSKI**.

Camarades, Collègues du CHU,

La plainte de Man KOWALSKI, les poursuites engagées contre nos camarades syndicaliste 8 ans pita, ne doivent pas être prises à la légère.

Il agit, nous le savons, d'une volonté constamment affichée par le pouvoir colonial de nous faire taire et de nous faire payer notre détermination à agir contre tout arbitraire dans ce pays de Guadeloupe.

Nous savons aussi, que tant l'Etat que la direction actuelle du CHU, entendent nous museler, nous démunir, nous diviser de façon à nous imposer au CHU **leur Plan de Retour à l'Equilibre** qui prévoit plus de 400 suppressions de postes.

Nous savons enfin qu'ils n'ont pas l'intention de respecter nos accords sur les 35 heures, sur la révision des carrières des ouvriers et des administratifs, sur la titularisation des contractuels, etc ! en ces temps de déficience.

SÃ© dÃ©yÃ© bwa ki ni bwa !

Nous le confirmons, pour les autoritÃ©s de la SantÃ©, dÃ©sormais nous devrions **travailler plus, travailler mal et Ãªtre mal au travail pour gagner plus.**

Nous le confirmons, lâEuros"ARS a dÃ©jÃ© arrÃ©tÃ© :

1. Une nouvelle rÃ©partition des activitÃ©s, et des moyens, un nouveau schÃ©ma hospitalier associant public et privÃ©, de nouvelles orientations aux projets mÃ©dicaux, autrement dit, nous, tous agents de santÃ© publics et privÃ©s (5 300 agents publics âEuros" 1700 agents privÃ©s) devons craindre tant pour nos emplois et nos salaires que pour notre mission de santÃ© au service des GuadeloupÃ©ens. Les premiers concernÃ©s sont nos camarades des HÃ´pitaux de Marie-Galante, de Maurice Selbonne, de Beuperthuy, des cliniques : les Eaux Vives, le Centre MÃ©dico-Social (CMS) et la Polyclinique ;

2. LâEuros"obligation pour les Ã©tablissements publics de se regrouper en CHT (CommunautÃ© HospitaliÃ©re de Territoire) avec la mutualisation de toutes leurs activitÃ©s logistiques (cuisine, buanderie, administration, services techniques, entretien, transport) ;

3. LâEuros"obligation pour les Ã©tablissements publics et privÃ©s de gÃ©rer certaines activitÃ©s de soins et certains Ã©quipements (Scanner, IRM, Labo) voire leur personnel dans le cadre de GCS (Groupement de CoopÃ©ration Sanitaire) ;

4. La limitation de lâEuros"accÃ©s aux soins hospitaliers par le dÃ©veloppement de lâEuros"hospitalisation Ã© domicile et lâEuros"activitÃ© ambulatoire ;

5. Le Choix de projets privÃ©s, rÃ©putÃ©s plus rentables pour les promoteurs et moins coÃ»teux pour lâEuros"assurance maladie, parce que financÃ©s directement par le patient.

CâEuros"est bien pour cela que nous devons fiÃ©rement nous opposer Ã© toute rÃ©pression contre les militants syndicalistes et soutenir nos camarades le **JEUDI 16 JANVIER 2014** avec le mÃªme Ã©lan exprimÃ© en soutient aux militants de la CGTG de MilÃ©nis, **nou ka sanblÃ© pou IÃ©vÃ© gaoulÃ© :**

MARDI 14 JANVIER 2014 âEuros" 11 h : Meeting Hall du CHU

MERCREDI 15 JANVIER 2014 âEuros" 19 h : Meeting douvan BIK a LKP Lapwent

JEUDI 16 JANVIER 2014 âEuros" 8 h : SanblÃ© douvan CHU

JEUDI 16 JANVIER 2014 âEuros" 14 h : SanblÃ© douvan Tribinal Lapwent

UTS/UGTG - Le 09 janvier 2014